

Le Canada pourrait également acheminer par la CADESCA une partie de l'aide au développement qu'il consent à l'Amérique centrale; il s'agit là d'un organe qui, au sein du groupe de Contadora, s'occupe de la coordination économique. La Communauté économique européenne (CEE) fait déjà affaire avec la CADESCA et la Banque centraméricaine d'intégration économique. En leur emboîtant le pas, le Canada manifesterait clairement qu'il appui le groupe de Contadora et le processus de négociation. On envisage bien d'autres possibilités: envoyer de hauts dignitaires canadiens en visite dans la région; ouvrir une ambassade au Nicaragua et accentuer de façon générale la présence diplomatique (on a jugé particulièrement inopportune la décision de déclasser l'ambassade canadienne au Guatemala pour en faire un simple poste consulaire); accroître l'aide consentie au Nicaragua; adopter une politique libérale concernant les réfugiés et envisager des programmes spéciaux à l'intention des *contras* (les changements que l'on propose d'apporter à la politique actuelle sont "inquiétants"); promouvoir avec plus d'assurance le respect des droits de la personne; encourager les investissements privés, une fois la paix revenue; appuyer le Plan Arias et favoriser les échanges bilatéraux entre le Nicaragua et les États-Unis, par l'entremise du Canada; multiplier les déclarations officielles en faveur du processus de négociation mené par le groupe de Contadora et exprimer clairement la volonté de s'engager davantage, à Esquipulas, par exemple.

Pour cela, le Canada devra oser se mettre plus en évidence sur la scène diplomatique. Il a déjà montré qu'il en était capable: rappelons-nous avec quelle fermeté il a condamné l'*apartheid* et soutenu les États dits de "la ligne de front" en Afrique australe. Notre pays a par ailleurs accordé une aide prioritaire à la conférence de coordination du développement en Afrique australe (SADCC), et c'est là un exemple attestant de ses capacités. "Pourquoi ne pas jouer un rôle aussi actif en Amérique centrale? Il s'agit d'en avoir la volonté politique." Plusieurs participants canadiens ont fait observer qu'il existe chez nous des groupes informés qui appuieraient une politique aussi affirmée. On a recommandé que des parlementaires appartenant aux différents partis forment un groupe pour appuyer le processus de paix et inciter le gouvernement à agir.

Rappelant les inquiétudes exprimées au cours de la séance précédente, un délégué canadien a fait une mise en garde contre des attentes démesurées. "Que convient-il de faire? Quelles démarches sont susceptibles de porter fruit? Que pouvons-nous nous permettre de faire? Il faut trouver un compromis entre ce qui est souhaitable et ce qu'il est possible d'accomplir." Pendant que l'on étudiera les propositions formulées au cours de la Table ronde, le mieux serait peut-être de mettre à profit les idées exprimées précédemment au sujet